



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 8 juin 2009

CONTENU

Politique commerciale américaine

Le *Buy American* : une mauvaise idée?.....1

Point de mire : Chine

Crise économique : la solution américano-chinoise.....2

Nouvelle approche américaine envers la Chine.....4

Politique commerciale américaine

Le Buy American : une mauvaise idée?

L'idée des dispositions « *Buy American* » dans le plan de relance américain visait à supporter la croissance et l'emploi en rendant obligatoire l'utilisation (donc l'achat) de matières premières de production américaine tels que le fer, l'acier, de même que certains produits finis, dans les projets d'infrastructures sensés relancer l'économie des États-Unis. Selon le *New York Times*, si l'on considère les conflits engendrés tant à l'interne qu'à l'externe par le *Buy American*, il semble que cette idée s'avère plutôt contre-productive à long terme. En effet, cette idée, jugée productive au départ, risque de coûter plus cher aux États-Unis à mesure que les frictions avec leurs partenaires commerciaux s'intensifient et que le taux de chômage augmente.

Les entreprises nationales et étrangères qui emploient des centaines de travailleurs aux États-Unis ne pourront plus obtenir de contrats du gouvernement américain puisque la clause *Buy American* les oblige à garantir la « provenance américaine » de l'acier, du fer et des produits manufacturés à partir de ces matières premières. D'autres entreprises se verront tout simplement dans l'incapacité de produire du fait de l'absence d'alternatives américaines (*American-made alternatives*) pouvant remplacer leurs importations de matières premières. Par exemple, l'entreprise Duferco Farrell a dû couper près de 600 emplois en Pennsylvanie après avoir perdu ses contrats avec son plus grand client, car ses biens étaient « partiellement produits » à l'étranger.

Plusieurs partenaires commerciaux des États-Unis dont le Canada, l'Australie et l'Union européenne (UE) ont sévèrement critiqué les dispositions du *Buy American*, d'autant plus que les États-Unis ont signé une déclaration contre le protectionnisme au Sommet du G-20 en avril dernier. Ce sommet avait fait de la levée des barrières non-tarifaires ainsi que des mesures néo-protectionnistes son cheval de bataille face à la crise économique mondiale. Bien qu'Obama ait demandé au Congrès que les mesures associées au *Buy American* ne « violent » pas les obligations commerciales internationales des États-Unis, notamment dans le cadre des normes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), il



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 8 juin 2009

n'en demeure pas moins que 14 États pourront dépenser leurs fonds reçus du fédéral en « contournant » les obligations internationales américaines car ils n'ont jamais souscrits au *World Trade Organization's Government Procurement Agreement* (GPA). Selon les hautes instances politiques américaines, il ne s'agit pas de protectionnisme. Certes, les fonds qui serviront à financer des projets dans ces États proviendront du fédéral, mais sous forme de prêts ou de subventions et, pour Washington, ces types de fonds n'entrent pas dans la catégorie *federal procurement*. Autrement dit, donner des fonds à un État qui n'a pas souscrit au GPA ne constitue pas un acte de violation du GPA à proprement parler. L'argument américain se fonde sur le fameux principe de l'union républicaine constitutionnelle. À cet égard, partenaires commerciaux et entreprises privées ont demandé au Président Obama de persuader les gouvernements de ces États de respecter les mêmes règles que le gouvernement fédéral s'est engagé à respecter à l'OMC. Mais les règlements par intérim entourant l'application des dispositions *Buy American* publiés en avril dernier par le Bureau américain pour la gestion et le Budget n'obligent en rien les États qui n'ont pas signé le GPA à respecter les obligations internationales des États-Unis.

Entre-temps, l'Australie, le Brésil, le Canada, l'Union européenne, le Japon et le Mexique réfléchissent sur une manière de riposter. Par exemple, 12 villes canadiennes ont voté des résolutions contre l'achat de produits américains et la Fédération des municipalités canadiennes devrait en juin discuter d'une « riposte coordonnée » face aux mesures *Buy American*. Selon la Chambre de commerce des États-Unis, une telle riposte des municipalités canadiennes devrait coûter aux industries américaines (notamment celle de l'eau) environ \$3 milliards. Par ailleurs, selon les analystes Jeffrey Schott et Gary Clyde Hufbauer du *Peterson Institute for International Economics*, les mesures *Buy American* devraient permettre de sauver 9000 emplois américains. Néanmoins, il s'agit d'une infime minorité comparativement aux 650 000 emplois qui dépendent des fonds gouvernementaux étrangers pour exporter leurs produits.

Sources : Éditorial, « The Peril of 'Buy American' », *New York Times*, June 3, 2009, p. A26. Voir aussi « **Le Buy American : stimulation économique ou néo-protectionnisme** », *Chronique commerciale américaine*, CEIM, 10 février 2009, p. 3. [En ligne] : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=4794

Point de mire : Chine

Crise économique : la solution américano-chinoise

Le Secrétaire du Trésor américain, Tim Geithner, a déclaré que la Chine et les États-Unis continueront de travailler conjointement dans le but de forger une stratégie globale visant à contenir la présente crise économique. Dans un



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 8 juin 2009

discours prononcé le 1^{er} juin dernier à l'Université de Pékin (BEIDA), Geithner a déclaré que les actions de la Chine et des États-Unis ont aidé à ralentir les effets de la crise mondiale, à réparer le système financier mondial et à améliorer la confiance dans le secteur privé. Plus précisément, Geithner a indiqué que « [lors du Sommet du G-20 à Londres en avril dernier, [la Chine et les États-Unis] se sont mis d'accord sur la nécessité d'un programme politique d'actions coordonnées afin : 1) de stabiliser et de réparer le système financier mondial; 2) de maintenir la croissance mondiale; 3) de restaurer l'accessibilité aux crédits essentiels au commerce et à l'investissement; 4) d'utiliser les institutions financières internationales pour soutenir les économies émergentes; et 5) de garder les marchés ouverts ». D'ailleurs, Geithner prétend que ces efforts commencent déjà à faire effet dans le monde, notamment aux États-Unis, où le déclin économique semble avoir atteint son paroxysme. De plus, selon lui, le système financier mondial commence à se ressaisir du fait du regain de confiance dans les banques américaines. Cela dit, Geithner tient à rappeler que ces signes de stabilisation ne représentent que les « premiers pas » vers la remise sur pieds de l'économie mondiale, d'où la nécessité d'une plus grande coordination entre les plus importantes économies du monde comme la Chine et les États-Unis.

Par ailleurs, Geithner a tenu à rassurer son auditoire en déclarant que les obligations du trésor américain détenues par la Chine, d'une valeur de \$768 milliards, sont « sécurisées ». Il a aussi déclaré que les États-Unis s'engageaient à régler leur déficit commercial et à retirer la « main étatique » de l'économie américaine dès que la reprise définitive de l'activité économique aura lieu. En ce sens, Geithner a rappelé que les États-Unis continueront de défendre les principes du néolibéralisme et la mise en œuvre de politiques permettant une croissance durable, soutenue et non-inflationniste.

Dans son discours, Geithner a annoncé la nomination de David Loevinger, diplomate américain en Chine et conseiller en finance, comme secrétaire général et coordonnateur des affaires chinoises au Trésor américain. Loevinger coordonnera aussi le Dialogue économique-stratégique américano-chinois qui aura lieu cet été à Washington. Geithner a également annoncé la nomination de David Dollar, directeur de la Banque mondiale pour la Chine et la Mongolie, comme émissaire économique et financier en Chine.

Pour lire le discours de Geithner, voir : <http://www.america.gov/st/texttrans-english/2009/June/20090601160915xjsnommis0.9644281.html>

Source : Merle David Kellerhals Jr. « U.S., China Cooperating to Help Shape Global Economic Recovery », *America.gov-Business & Trade*, 1 June 2009. [En ligne]: <http://www.america.gov/st/peacesecenglish/2009/June/20090601143816dmslahrellek0.623562.html?CP.rss=true>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 8 juin 2009

Nouvelle approche américaine envers la Chine

Lors d'un discours au *U.S.-China Business Council*, le Représentant américain pour le commerce (USTR), Ron Kirk, a déclaré que sous l'Administration Obama, l'approche américaine envers la Chine combinerait la « diplomatie directe » et « une forte application » des normes commerciales. Selon Kirk, cette approche a prouvé par le passé qu'elle pouvait être productive et efficace. Kirk a déclaré qu'en ces temps difficiles, le dialogue et les négociations constituent de meilleurs moyens pour apaiser les tensions commerciales que la contestation en justice. Cela dit, Kirk a souligné que l'approche en question ne devait tout de même pas négliger le respect et l'application des normes commerciales. À cet égard, si la diplomatie échoue, l'USTR « n'hésitera pas » à utiliser d'autres moyens, comme l'Organe de règlement des différends de l'OMC, afin de faire respecter les « droits commerciaux américains ». Kirk a également noté que l'Administration utilisera le Dialogue économique-stratégique (S&ED) qui aura lieu en juillet 2010 à Washington, co-présidé par le Secrétaire du Trésor américain, Tim Geithner et la Secrétaire d'État, Hillary Clinton, ainsi que la *Joint Commission on Commerce and Trade* (JCCT) qui aura lieu pour sa part en automne 2010, et qui sera co-présidée par Kirk et le Secrétaire au Commerce, Gary Locke, comme moyens afin de faire avancer les intérêts américains.

À propos de la JCCT, Kirk a déclaré que son rôle sera de forger un véritable rapprochement entre la Chine et les États-Unis et de trouver des solutions aux enjeux sur lesquels les deux pays diffèrent. Pour ce faire, la JCCT devra selon Kirk « dépasser » les considérations purement commerciales (p. ex. l'accessibilité au marché) pour y inclure des considérations « politico-juridiques » (p. ex. droits de propriété intellectuelle, politiques industrielles et d'achat gouvernemental, procédures juridiques en matière de licences, etc.). Un autre objectif de la JCCT sera de trouver des solutions pour résister aux pulsions protectionnistes symptomatiques de la crise. Selon John Frisbie, président du *U.S.-China Business Council*, la nouvelle approche américaine pourrait servir de tremplin pour permettre à la JCCT de jouer un rôle plus important dans les relations commerciales américano-chinoises en « captant » les enjeux plus politiques qui « échappent » au S&ED.

Sources : Scott Otteman, « Kirk Touts Engagement, Enforcement in Trade Approach with China », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 22 - June 5, 2009, p. 1-2. Ron Kirk, *US-China Trade Relations Today and Tomorrow*, Washington, D.C.: U.S.-China Business Council, June 02, 2009, 6p. [En ligne]: http://www.uschina.org/public/documents/2009/06/ustr_kirk_speech.pdf



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 8 juin 2009

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> -
ceim@uqam.ca

